

## Bernard Friot lors d'un débat avec Stiegler le 7 mars 2016

**Quel est le projet capitaliste aujourd'hui ? :**

**Le projet capitaliste aujourd'hui c'est de s'exonérer au maximum de la charge d'employeur, pour imposer un travail indépendant qui s'appuie sur l'aspiration des jeunes à ne pas avoir d'employeurs.**

Le marché du travail est de plus en plus contesté par les capitalistes eux mêmes. Ils cherchent à s'exonérer de la responsabilité d'employeur et qui exalte donc l'aspiration à se passer d'employeurs. Non pas pour le salaire à vie, où nous sommes dans l'au delà de l'emploi, mais pour un en de ça de l'emploi. Il s'agit de faire passer les personnes du marché du travail vers des situations de prestations de services qui serait une régression en terme de droits. Parce que le marché du travail a créé des droits, chaque poste de travail est titulaire de droits qui indirectement vont au salarié. Cette régression n'est possible qu'à 2 conditions :

- Qu'il y ait une régulation de la reconnaissance des personnes sur le marché des biens et services.
- Et qu'il y ait un revenu de base qui soit un filet de sécurité.

Le projet capitaliste d'aujourd'hui c'est d'en finir avec l'emploi, au bénéfice d'un tryptique (qui a été clairement énoncé dans le rapport THIEULIN du CNUM (présenté en janvier 2016). Un tryptique revenu de base comme filet de sécurité, auto entrepreneuriat comme forme juridique du statut de travailleur, et régulation du marché des biens et services sur lequel ces auto entrepreneurs valorisent comme travail leur activité par le CPA. L'objectif est que toute performance, soit sur le marché du travail, soit sur le marché des biens et services, va générer des points sur des comptes personnels, sur le modèle des comptes rechargeables que la CFDT et le MEDEF créent depuis 1992, et cela contre le salaire à vie.

Il faut alerter et inviter à réfléchir les tenants du revenu de base, à ce que leur proposition ne vienne pas accompagner ce projet.

On pourra multiplier la régulation du marché des biens et services par des comptes personnels d'activité, dont la loi El Khomri prévoit qu'ils ne soit plus réservé aux seuls employés, mais qu'ils soient aussi accessibles aux travailleurs indépendants. A chaque performance sur le marché des biens et services, on va avoir droit à une ressource à la mesure de cette performance. Qu'on va pouvoir cumuler dans un compte qui sera rechargeable, parce qu'il faudra prouver au bout d'un certain temps qu'on aura contribué à la production de valeurs pratiques,

C'est un dispositif qui ne prononce pratiquement jamais le mot "propriété lucrative", alors que le marché des biens et services et le marché du travail sont capitalistes parce qu'ils reposent sur l'alimentation de la propriété lucrative. Chaque fois qu'un collaboratif utilise une base de donnée il alimente la rente parasitaire de la propriété lucrative.

Or la seule réponse qui a été trouvée à ce projet c'est le salaire à vie. Ce qui a été inventé avec le salaire à vie c'est :

- Un droit politique à la qualification. Toute distinction entre un revenu de base et un revenu contributif, nie ce droit politique. Toute personne doit être reconnue comme potentiellement apte à participer à la production de valeur, et reconnue dans un droit politique qui soit un salaire inconditionnel. Inconditionnel dans un premier niveau : à 18 ans tout le monde a le premier niveau de qualification et le salaire qui va avec par exemple 1500 €, et puis des épreuves de qualification, pas des performances sur le marché du travail, pas de la performance sur le marché des biens et services. Ces

épreuves de qualification permettent de faire progresser ce salaire, mais comme droit politique inconditionnel. De même que dans la fonction publique quand un 2ème grade est reconnu, il est définitif. Le grade est un acquis de la personne.

Ce salaire à vie qui ne fait pas dépendre la reconnaissance des personnes de l'aléa du marché des biens et services où de l'aléa du marché du travail, qui ne supprime pas le marché des biens et services, mais qui supprime le lien entre la performance sur le marché des biens et service et la reconnaissance du travailleur. La reconnaissance du travailleur peut devenir un attribut politique.

- La deuxième dimension qui fait du salaire à vie l'alternative a ces deux possibilités capitalistes de valorisation du travail (le marché du travail et le marché des biens et services), c'est la subversion non seulement du marché du travail et du marché des biens et services comme lieu de la reconnaissance de la contribution des personnes, mais c'est la subversion de la propriété lucrative et du crédit. Nos vies individuelles et collectives sont submergées par le chantage à l'emploi et le chantage au crédit. Et le chantage au crédit devient impossible en matière de production de santé par exemple (exemple des investissements pour la création des CHU).

Nous avons inventé avec la socialisation de la valeur,

- La socialisation massive de la valeur qu'opère le régime général de la sécu, qu'opère le trésor public, permet non seulement d'échapper au chantage à l'emploi, puisque le salaire à vie devient possible, mais aussi d'échapper au chantage au crédit puisque qu'elle permet de subventionner l'investissement. Il n'y a aucune raison que l'investissement soit financé par le crédit, puisque tout investissement va générer du travail soit plus productif, soit supplémentaire, qui va générer une valeur supplémentaire capable de susciter une cotisation à une caisse, qui va subventionner. Il s'agit comme nous l'avons fait massivement, pour tout investissement, de **remplacer la séquence profit-crédit, par la séquence cotisation-subvention.**

Fillon, candidat à la présidentielle, propose de faire basculer un grand nombre de salariés vers un nouveau statut de « prestataire indépendant ». Le ministre de l'Économie Emmanuel Macron a jugé que « le revenu universel est une idée à creuser ».

Si le revenu de base était financé par une taxe sur le capital : les travailleurs auraient alors « intérêt » à ce que les profits soient les plus hauts possibles pour qu'ils puissent bénéficier des retombées les plus conséquentes via le revenu de base. Il faudrait alors renforcer la brutalité du marché du travail (et donc l'aliénation et l'exploitation au travail) pour obtenir un revenu de base substantiel.

Les partisans de gauche du revenu de base s'enferment dans une contradiction inextricable : ils veulent un revenu inconditionnel élevé pour permettre à chacun de sortir de la société productiviste et consumériste. Mais un revenu de base élevé suppose une ponction importante sur les profits, et donc le développement de la sphère capitaliste productiviste.

On ne peut pas s'émanciper du travail pour vivre librement. On doit émanciper le travail des institutions du capital pour aller vers une maîtrise collective du travail, donner du sens à l'activité sociale et permettre à chacun de vivre de son travail.

Une objection arrive alors naturellement : si le versement d'un salaire est garanti, les gens ne feront rien et la société ne sera pas capable de satisfaire les besoins sociaux. Dans le cadre du capitalisme, on peut comprendre que certains soient tentés de fuir l'emploi s'ils en ont la possibilité matérielle. Produire sous la coupe d'un employeur, être dépossédé du

contrôle de son activité n'est guère enthousiasmant. En revanche, l'être humain aspire à produire, à agir sur la matière, à se rendre utile, pour satisfaire les besoins de ses congénères. L'être humain n'aspire pas à rester cloué dans son lit à ne rien faire. Les producteurs associés auront alors à se répartir le travail (et pas l'emploi, qui aurait disparu) pour satisfaire l'ensemble des besoins sociaux. Pour les tâches jugées spontanément peu attractives, deux pistes sont envisageables. D'une part, la rotation des tâches et/ou un service civique pour s'assurer que ces tâches soient effectivement remplies et partagées au mieux. D'autre part, ceux qui décident de les effectuer pourraient avoir une incitation financière, en progressant plus rapidement dans leur carrière salariale.

Nous devons identifier ce qu'il y a d'anticapitaliste dans les acquis du mouvement ouvrier, pour donner tout leur sens politique à nos revendications et refuser de les inscrire dans une perspective d'aménagement du capitalisme. Il s'agit de penser la société future à partir du présent, mais pour penser concrètement la nécessaire rupture révolutionnaire avec une vision claire des fondements de la société que nous voulons construire.

Le salaire à vie est une question éminemment politique. Il ne s'agit pas d'attribuer un revenu pour compenser je ne sais quels problèmes. Qu'est-ce que c'est que la révolution? Ce n'est pas changer la répartition de la valeur, c'est changer la définition de la valeur, c'est changer le mode de production. La bourgeoisie l'a fait. Elle a fait la démonstration du caractère désuet de la production féodale et l'a remplacée par le mode de production capitaliste. Le statut du travailleur a changé, de cerf il est devenu un homme libre.

Nous devons à notre tour montrer que le mode de production capitaliste est désuet et ce processus a déjà commencé. Il y a déjà une classe révolutionnaire, qui a commencé à construire au cours du 20<sup>ème</sup> siècle des outils concrets pour définir une autre valeur économique

Mais d'abord sur quoi la domination capitaliste de la valeur économique repose t-elle ?

v La propriété lucrative

v Le marché du travail

v Le crédit

Le mouvement ouvrier a été capable de constituer une classe. Le mouvement syndical a été capable d'instaurer des institutions alternatives:

v La propriété de l'outil de travail (propriété d'usage)

v Le salaire à vie (fonction publique, retraités, branches)

v Le financement des investissements par la subvention (CHU)

Le salaire à vie ne va pas tout seul. Le but est de sortir du mépris dans lequel nous tient la classe dirigeante.

Nous sommes définis non pas comme des producteurs mais comme des mineurs économiques à qui on jette du pouvoir d'achat comme à des chiens. Poursuivre le combat de la classe salariale, c'est obtenir d'être reconnus comme producteurs à part entière. Connoter négativement le mot salaire, c'est dire qu'il n'y a qu'une seule classe. C'est supposer qu'il n'y a pas de classe révolutionnaire. Quand on a un salaire à vie on chante les louanges du mot

salaires. Il faut se revendiquer du combat syndical en affrontant le Capital et non en allant dans les marges, dans les niches.

Comment sortir les Coop de la marginalité ?

Notre projet est simple : Trois droits s'acquièrent à la majorité :

v Droit au salaire à vie (à 1500€ parce qu'on ne peut pas vivre avec moins aujourd'hui) et à la carrière salariale. Salaire maximum à 6000€ pour empêcher l'accumulation intergénérationnelle. Ce n'est pas possible que les entreprises paient leurs salariés, il faut socialiser les salaires.

v Propriété d'usage, pas de parts sociales, pas de propriété immobilière, Instances de coordination (caisses des salaires, des investissements, etc...) gérées démocratiquement.

v Subventions (pour créer une entreprise, etc.) Comment y parvenir?

v En s'appuyant sur les deux composantes de la classe révolutionnaire :

les institutions déjà constituées et tous ceux qui sont porteurs d'alternative (coop, etc...). Il faut conforter et soutenir les Coop. Il faut par ex que les marchés publics soient réservés aux entreprises qui appartiennent à leurs salariés. Il est insupportable que l'argent public enrichisse des entreprises privées. Il faut aussi que les retraités, en tous cas les 7 millions qui touchent une bonne retraite, se mettent à travailler (sans toucher de salaire puisqu'ils sont déjà payés par leur retraite) pour de la production marchande non capitaliste.

v On pourrait démarrer l'instauration du salaire à vie par la tranche d'âge 18-27 ans. Cela représenterait 125 milliards qui seraient financés par une cotisation de 9% de la valeur ajoutée. Ce serait compensé pour les entreprises par un non-remboursement de la dette (à hauteur de 80 milliards). On amorce la pompe en commençant par assécher l'accumulation capitaliste de la valeur en ne leur remboursant pas 80 milliards.

v La CGT, quant à elle, revendique le salaire entre deux emplois (ce qui revient au salaire à vie).

**Si on revendique d'être reconnu par de la monnaie venant du travail des autres, on va être reconnu comme des sous-hommes, des assistés. Il ne faut pas distribuer un revenu qui ne soit pas la reconnaissance de la personne comme producteur. Il s'agit de sortir de cette reconnaissance par le marché du travail et le marché des biens et services, mais toute ressource doit être liée à la production sinon on a l'opposition entre c'est moi qui bosse et c'est toi qui reçois. L'idée qu'il y ait deux chèques dans notre existence est dangereuse. Cela va créer une sous-humanité qui va être reconnue par un truc qui ne correspond pas à une validation sociale de sa production.**